

Monsieur le Président, nous souhaitons à nouveau la bienvenue au Zimbabwe en cette enceinte. Nous applaudissons aux changements que symbolise la présence de ce pays parmi nous.

Nous comptons réserver le même accueil aux représentants de la Namibie à l'Assemblée générale, quand celle-ci deviendra un État membre. Après plus de trois ans d'efforts intenses de la part des Nations Unies, Monsieur le Président, le règlement qu'appelait la résolution 435 est maintenant à notre portée. Les arrangements techniques ont été mis au point. Il ne manque que l'engagement de l'Afrique du Sud. À l'heure actuelle, la conjoncture en vue d'un règlement final et pacifique est prometteuse. Si elle n'est pas entretenue, la situation ne pourra cependant que se détériorer. Une équipe de représentants du Secrétaire général doit rencontrer sous peu les représentants de l'Afrique du Sud pour chercher à déblayer le chemin. Les conséquences seront graves si la résistance au changement se maintient.

C'est avec beaucoup d'appréhension et d'inquiétude que nous suivons les actions de l'Union soviétique en Afghanistan, Monsieur le Président. Qu'est-ce que l'occupation de ce pays non aligné, sinon ces vieilles habitudes de grande puissance dont la disparition était l'une des raisons mêmes de la création des Nations Unies? Qu'est-ce que cette invasion a signifié pour nous tous? Le processus de la détente Est-Ouest, qui revêt une importance vitale pour la communauté internationale, est maintenant sapé à la base, la paix mondiale est maintenant plus fragile, le climat de confiance est ébranlé, le non-alignement est en péril, enfin, le mépris de l'Union soviétique face à la solution proposée en janvier dernier par la vaste majorité des États représentés au sein de la présente Assemblée, et plus particulièrement à l'appel lancé en vue du retrait rapide et inconditionnel de toutes les troupes soviétiques, conditionnent inévitablement notre réaction aux positions adoptées par l'Union soviétique sur d'autres questions dont l'Assemblée est saisie. À nouveau, nous demandons instamment à l'Union soviétique de restituer à l'Afghanistan les droits souverains auxquels son peuple est en droit de s'attendre et qu'il mérite.